Projet de résolution du Conseil administratif en vue d'affecter le solde du crédit de 2 500 000 francs destiné aux travaux de la rue de Rive, accepté le 16 octobre 1996, à l'aménagement du périmètre de la Rôtisserie en rues résidentielles.

Fin 1995, les premières mesures de circulation dans la Vieille-ville ont été prises, comme mesures d'accompagnement de la construction du garage collectif de Saint-Antoine.

D'emblée, les contestations de tous bords ont amené le Département de justice et police et des transports et la Ville de Genève à mettre sur pied un groupe de travail attaché à la définition des mesures de circulation pour la Vieille-Ville. Ce groupe « Vieille-Ville » s'est réuni à 14 reprises.

C'est dans le courant de ces débats que le périmètre de la Rôtisserie a été ajouté en juillet 1998 et les mesures de « rues résidentielles » proposées.

La Ville de Genève a été favorable à cette décision dans ce secteur et, suite à l'acceptation de la proposition No 300 par le Conseil municipal le 12 février 1999, le Département municipal de l'aménagement, des constructions et de la voirie dispose d'un crédit pour l'étude des travaux d'aménagement de la Vieille-Ville, deuxième étape. Les travaux d'aménagement définitif pour satisfaire un statut de circulation de « rues résidentielles » étant toutefois d'une certaine importance et d'un coût non négligeable ainsi que délicats à établir, nécessitant de surcroît un chantier conséquent, la Ville n'a pas été en mesure de proposer rapidement un projet d'aménagement définitif. Afin de parer à cette situation, les services techniques offrent aujourd'hui la possibilité d'exécuter des mesures d'essais. Cette démarche a le triple avantage d'être réversible, peu coûteuse et de permettre un débat démocratique. Toutefois, même ceci a un coût et nécessite des études techniques.

Comme annoncé lors de la séance du Conseil municipal du 14 septembre 1999, le Conseil administratif s'est aussitôt manifesté dès qu'il a eu connaissance de l'arrêté du Département de justice et police visant à réintroduire une zone « 30 km./h. » dans le périmètre de la Rôtisserie. Cet arrêté du 18 août 1999, publié dans la Feuille d'avis officielle du 23 août 1999, a été promulgué exécutoire nonobstant recours. En conséquence et afin d'éviter l'introduction d'une zone « 30 km./h. » dans un secteur affecté en « rues résidentielles » - où la vitesse est réduite à 20 km./h. - et pour donner suite aux nombreuses demandes des habitants du quartier, le Conseil administratif a sollicité du Département de justice et police qu'il accepte de surseoir à la mise en application de ces nouvelles mesures, vu la volonté de la Ville de répondre aux exigences posées pour aménager ce secteur en « rues résidentielles ». Le Département a bien voulu répondre favorablement à cette demande à la condition expresse, toutefois, que l'aménagement provisoire envisagé soit réalisé dans un délai de 3 mois au maximum.

Le Conseil administratif décida alors de charger le Département de l'aménagement, des constructions et de la voirie d'établir les plans nécessaires en vue de l'obtention de l'approbation d'essais de l'Office des transports et de la circulation. Le montant des travaux est estimé à 300 000 francs. Ce montant résulte du fait que l'Office exige des aménagements plus conséquents que ceux qui avaient été initialement envisagés afin de

répondre aux recommandations de la Confédération. Ces travaux pourront néanmoins être effectués dans les délais fixés par le Département de justice et police et des transports.

Lors de la séance du Conseil municipal du 14 septembre 1999, M. Ch. Ferrazino, Conseiller administratif, a fait état de l'intention du Conseil administratif de financer ces travaux en utilisant le solde du crédit affecté à l'aménagement de la rue de Rive (proposition No 135, votée par le Conseil municipal le 16 octobre 1996, d'un montant de 2 500 000 francs). Il faut rappeler que ce crédit avait pour but d'achever la grande réalisation de réaménagement des Rues basses, entre la rue de la Corrairie et le carrefour de Rive, à la suite de la réalisation de la galerie technique et du changement de statut de ces rues.

Dans le cadre de ce vaste chantier, les crédits votés ont permis de réaménager la rue de la Confédération, la rue du Marché, la rue de la Croix-d'Or et la rue de Rive, mais également les rues adjacentes, s'inscrivant dans le réaménagement d'un périmètre élargi. Le statut de « rues résidentielles » de la rue du Vieux-Collège, de la rue du Purgatoire, de la rue de la Madeleine et de la rue de la Rôtisserie s'inscrivant dans le cadre de ce réaménagement des voiries du centre-ville, afin d'y privilégier les espaces piétonniers, il est logique que l'aménagement de cette zone, imposée par son statut actuel, soit financé par le solde disponible du crédit demandé avec insistance par le Conseil municipal et alloué dans le but d'achever enfin le vaste aménagement de ce périmètre dont le chantier a été ouvert il y a plus de 13 ans !

La rue du Vieux-Collège, du Purgatoire, de la Madeleine et de la Rôtisserie sont bel et bien adjacentes à la rue du Marché, à la rue de la Croix-d'Or ainsi qu'à la rue de Rive. Les trois ruelles qui les relient à ces trois artères ont du reste été transformées en espace piétonnier à l'occasion des vastes travaux d'aménagement précités et leur statut résulte précisément de ce contexte (rue Verdaine, rue de l'Enfer, tronçon de la rue de la Rôtisserie reliant les Rues-basses à la place des Trois-Perdrix).

Le solde du crédit s'élève à 540'000.- francs. Etant donné que les travaux prévus ne sont pas achevés, il ne peut être bouclé.

Les travaux prévus ne font que régulariser un régime de circulation mis en place en 1998 et qui n'a pas été contesté lors de sa mise à l'enquête et qui répondant aux vœux du Conseil municipal, notamment quant à ses interventions en faveur d'une amélioration de la sécurité aux abords de la Maison des enfants, à la rue de la Madeleine, et à la pétition No 100 de l'Association des usagers de la Madeleine des enfants « Pour la sécurité des piétons ». La nécessité de procéder à des travaux de mise en conformité du statut de « rues résidentielles » dont bénéficie le périmètre de la Rôtisserie ne doit pas servir de prétexte pour remettre en cause cette zone. Du reste, lors des interventions consécutives à l'annonce des travaux envisagés, personne n'a remis en cause leur principe. Les seules critiques émises portaient sur leur mode de financement dont le Conseil administratif persiste à considérer qu'il se justifie en raison du contexte rappelé ci-dessus.

C'est la raison pour laquelle le Conseil administratif soumet ce financement à l'approbation de votre Conseil municipal, qui reste bien entendu libre de retenir d'autres modalités que celles qui lui sont proposées.

En conséquence, le Conseil administratif vous propose d'accepter la résolution suivante :

Projet de résolution

Considérant

- l'arrêté du Conseil municipal du 16 octobre 1996 approuvant la proposition No. 135 « Travaux de la rue de Rive », de 2 500 000 francs,
- le préavis de la Ville de Genève favorable au maintien du statut de « rues résidentielles » dans le cadre de l' « Enquête publique No 1558, Vieux-Collège, Rôtisserie »,
- l'arrêté du Département de justice et police et des transports du 18 août 1999, publié le 23 août 1999, instituant une « zone 30 km/h » pour le périmètre de la Rôtisserie,
- la lettre de M. Ch. Ferrazino, Conseiller administratif, du 23 août 1999 au Président du DJPT
- la décision du Conseil administratif du 1er septembre 1999,
- la lettre de M. G. Ramseyer, Conseiller d'Etat, du 6 septembre 1999

le Conseil municipal

autorise le Conseil administratif à prélever la somme de 300 000 francs sur le solde du crédit voté par le Conseil municipal le 16 octobre 1996, de 2 500 000 francs (« Travaux rue de Rive »), afin d'aménager le périmètre de la Rôtisserie en « rues résidentielles », correspondant à l'approbation d'essais de l'Office des transports et de la circulation.